

Birmanie : une transition sous contrôle

lundi 12 novembre 2012, par [LEROY Aurélie](#) (Date de rédaction antérieure : 6 septembre 2012).

50 ans de dictature militaire, 20 ans de sanctions économiques. La Birmanie compte parmi les sociétés les plus répressives et les plus fermées au monde. Et pourtant, depuis peu, les dirigeants birmanes semblent desserrer graduellement le huis clos qu'ils imposaient à leur population et redoubler d'efforts pour s'acheter une conduite.

Sommaire

- [Avancées et limites du process](#)
- [Pourquoi maintenant ?](#)

Les réformes du gouvernement Thein Sein frappent, au premier coup d'œil, par leur semblant de radicalité. L'ouverture actuelle tranche avec les habitudes d'une junte au pouvoir depuis 1962, renouvelée en 1988 après un coup d'Etat qui s'est traduit par une politisation accrue des militaires et l'aggravation du climat répressif. Répression sanglante de la « révolution de safran » hier, conversion démocratique aujourd'hui. Les autorités birmanes auraient-elles fait table rase du passé ?

Avancées et limites du processus de transition

Les lignes bougent, mais les structures de domination persistent. Malgré l'auto-dissolution de la junte et la configuration désormais plus « civile » des institutions (présidence de l'Union, gouvernement et parlement élu), l'influence de l'armée reste primordiale à ces trois niveaux de pouvoir et les marges de manœuvre de l'opposition demeurent restreintes¹. La période de transition en cours n'est pas aboutie et doit se poursuivre. Les élections législatives de 2015 où 75 % des sièges seront remis en jeu et l'éventuelle révision de la Constitution qui confère des pouvoirs étendus à l'armée seront les prochains rendez-vous cruciaux que la Birmanie pourrait avoir avec la démocratie.

Outre leur caractère inachevé, les réformes n'ont rien d'irréversible, comme l'a rappelé Aung San Suu Kyi. Les désillusions démocratiques passées - confiscation de la victoire électorale de la Ligue nationale pour la démocratie en 1990, répression des soulèvements pro-démocratiques de 1988 et 2007 - invitent doublement à la prudence. Tout d'abord, en raison de la crainte d'une volte-face politique qui se traduirait par le retour des hardliners avec lesquels le président réformiste Thein Sein doit composer. Ensuite, à cause du risque d'un agenda caché dont le but non avouable par les militaires serait d'évoluer pour mieux se maintenir.

Les dirigeants occidentaux ont soupesé ces risques potentiels et choisi de soutenir, à l'image d'une certaine opposition birmane, le nouveau leadership réformateur. La suspension partielle et pour un an des sanctions européennes témoigne de la posture optimiste, mais prudente adoptée.

Pourquoi maintenant ?

La singularité et la crédibilité du processus de transition actuel sont liées à l'absolue nécessité de changement pour le pays, en raison de motifs intérieurs et extérieurs. C'est donc plus par pragmatisme que par conviction que les tenants du pouvoir ont signifié leur volonté d'évoluer.

Sur le plan domestique d'abord, plusieurs décennies d'isolement et de mauvaise gestion de la junte militaire ont mis l'économie birmane au tapis. Le pays est classé parmi les derniers en matière de développement humain, les investissements dans l'éducation et la santé restent dérisoires au regard des dépenses militaires, l'agriculture nécessite une réforme urgente. La Birmanie est minée par les divisions ethniques et par une classe oligarchique corrompue.

Le contexte économique désastreux et le climat social potentiellement explosif ont poussé les gouvernants à engager des réformes socio-économiques et à négocier avec les différentes oppositions. Depuis les élections de 2010, le jeu parlementaire a ainsi été plus ouvert et l'opposition politique a été autorisée à jouer davantage son rôle de poil à gratter, la société civile émergente est devenue « plus audacieuse et revendicative »² et davantage consultée, Aung San Suu Kyi et des centaines de prisonniers politiques ont été libérés et la Ligue nationale démocratique s'est présentée avec succès au scrutin partiel d'avril 2012. Enfin, un processus de réconciliation nationale a été entrepris avec les groupes ethniques rebelles.

La situation intenable de la Birmanie sur le plan extérieur a également poussé les dirigeants au rebond. Mis au ban de la communauté internationale, le pays avait dû, pour survivre, développer une « relation d'intérêt et de nécessité »³ avec son puissant voisin. Au fil des années, la tutelle économique chinoise a toutefois suscité un profond ressentiment au sein de la population et de l'élite militaire, et réveillé des sentiments nationalistes, voire xénophobes, face à la menace d'« absorption » chinoise. Pour desserrer cette étreinte et influencer sur la politique des sanctions, Naypyidaw a alors lancé une offensive de séduction diplomatique à l'adresse des puissances occidentales, de ses voisins immédiats et des pays de l'Asean en prônant des réformes attendues. La libération d'Aung San Suu Kyi, icône et symbole de la lutte pour la démocratie, constitue le principal coup gagnant de dirigeants en recherche de légitimité.

Une convergence de vue s'est aussi dessinée entre l'Occident et la Birmanie pour contrebalancer l'influence chinoise. En déclarant la suspension du projet de barrage Myitsone sur le fleuve Irrawaddy dans l'Etat Kachin, dans lequel la Chine s'apprêtait à investir 3,6 milliards de dollars, le président Thein Sein a fait d'une pierre deux coups malgré le mécontentement de Pékin. Il s'est attiré les bonnes grâces des dirigeants américains et celles de son opposition intérieure largement mobilisée contre ce projet.

La prise en compte des revendications politiques et des aspirations socioéconomiques de la population est apparue également dans les efforts de réconciliation nationale avec les minorités ethniques. Le pourrissement de la situation qui a prédominé jusqu'ici - déni des droits humains, politique de discrimination systématique - constitue à présent une épine dans le pied des dirigeants réformistes qui doit être extraite pour espérer une levée définitive des sanctions.

Nul ne sait vers quel avenir se dirige la Birmanie. La convergence d'intérêt actuelle entre gouvernants, gouvernés et communauté internationale en faveur d'une ouverture, rend possible l'idée de démocratisation. La maîtrise du processus en cours reste toutefois pour l'essentiel aux mains des nouveaux dirigeants civils issus de l'armée, mais aussi de la vieille garde « retraitée » et d'oligarques mafieux dont les préoccupations ne sont pas identiques. La transition d'un pouvoir militaire vers une autorité civile et le probable « combat des chefs » à l'œuvre au sein de l'institution militaire ont créé des tensions que le pays devra obligatoirement surmonter pour sortir de l'impasse

dans laquelle il se trouve coincé depuis plusieurs décennies.

Aurélie Leroy, 6 septembre 2012

P.-S.

* <http://www.cetri.be/spip.php?article2748&lang=fr>

* Aurélie Leroy est historienne, chargée d'étude et de diffusion au CETRI. Coordinatrice de la rubrique « Actualité des mouvements sociaux du Sud » sur www.cetri.be